

Crise sans précédent du lambertisme : l'explosion du POI est en cours

Depuis plusieurs mois, une crise couvait dans le POI (Parti ouvrier indépendant, ex-PT). Elle vient d'éclater ces jours-ci avec une violence inouïe. Commencée plus précisément dans le CCI (Courant communiste internationaliste, section française de la « Quatrième internationale » lambertiste), qui est le courant fondateur et hégémonique du POI, auquel il fournit l'essentiel de ses dirigeant-e-s et cadres, elle gagne maintenant le POI lui-même. Elle va avoir des répercussions importantes dans les syndicats, notamment dans FO, où les lambertistes occupent des fonctions d'encadrement et de direction, dans la Libre pensée et d'autres structures qu'ils/elles dirigent, ainsi que dans les organisations de la quarantaine de pays où ce courant existe. Elle met aux prises deux camps, qui représentent à ce stade respectivement 2/3 et 1/3 des forces du CCI : c'est donc d'ores et déjà la crise la plus importante de l'histoire du lambertisme. Des bribes d'informations, des rumeurs et des documents des deux camps circulent désormais bien au-delà des rangs du POI. Avant que la presse bourgeoise ne saisisse en déformant les faits, il est indispensable de donner les éléments exacts et dûment vérifiés, car cela intéresse tout le mouvement ouvrier et tout particulièrement les anticapitalistes.

Aux origines de la crise actuelle du lambertisme

S'il est certes peu connu sur le plan médiatique, s'il s'invisibilise lui-même en refusant le plus souvent de manifester avec les autres organisations et s'il est marqué par une politique de tendance républicaine et réformiste, le POI est un parti dont il serait gravement erroné de sous-estimer l'importance. Ce parti se réclame de la lutte des classes et de l'anticapitalisme, c'est une organisation importante de l'extrême gauche au sens large du terme, puisqu'il compte 4 à 5 000 adhérent-e-s, dont 2000 militant-e-s du CCI, et son journal est vendu à 8-10 000 exemplaires. Une grande partie de ses militant-e-s sont des cadres voire des dirigeant-e-s syndicaux, surtout à FO, mais aussi à la CGT et un peu à la FSU (animant la tendance URIS – 4% des voix au congrès fédéral). La force de ce courant s'est manifestée récemment dans la réunion du 6 juin, qui a rassemblé 900 militant-e-s, la plupart syndicalistes CGT et FO, une partie significative n'étant pas au POI.

Pierre Lambert, le principal fondateur de ce courant politique, qui le dirigeait d'une main de fer, est mort en 2008. Depuis – comme toujours dans ce genre d'organisations dirigées par un patriarche historique et autoritaire – des rivalités se sont aiguisées dans la direction. Le principal dirigeant, Daniel Gluckstein, promu par Lambert depuis les années 1980 et secrétaire national du PT, puis du POI, n'a pas réussi à faire l'unanimité, mais au contraire toutes les vieilles frustrations silencieuses qu'avaient suscitées sa promotion rapide (alors même qu'il ne venait pas du bercail de l'OCI des années 1970, mais de la LCR...) ont commencé à resurgir.

Mais c'est l'échec du POI, fondé en 2008 dans la foulée de la campagne de Gérard Schivardi, qui provoque la crise actuelle. Censé avoir été lancé avec près de 10 000 adhérent-e-s, le POI en a perdu près de la moitié. Quant au CCI, il est incapable de se développer, composé pour l'essentiel de cadres âgé-e-s, recruté-e-s dans les années 1970, pour la plupart à la retraite – les plus jeunes étant généralement des enfants ou petits-enfants de cette génération...

Les deux orientations en présence

L'échec du POI a conduit la majorité du CCI (2/3 de la direction nationale) à expérimenter une autre politique, consistant à minorer la construction du POI lui-même au profit d'un regroupement mis en place pour gagner en priorité des syndicalistes, en s'appuyant sur les effets que la politique du PS ne manquent pas de produire chez les cadres de FO et de la CGT. Pour cette majorité du CCI, la classe ouvrière reste insensible aux principaux mots d'ordre politiques du POI et la principale résistance aux attaques du gouvernement passe par les cadres syndicaux. L'idée est donc de

constituer un cadre plus large que le POI, organisée autour du journal *Informations ouvrières* (qui est pourtant officiellement le journal du POI...). Ainsi est-ce sous l'égide de ce journal et de cette orientation que s'est tenue la réunion de 900 syndicalistes le 6 juin, où la majorité du CCI a décidé que le POI ne s'exprimerait pas en tant que tel...

La minorité du CCI (1/3 de la direction nationale), emmenée par Daniel Gluckstein, ex-n° 1 du CCI et toujours secrétaire national du POI, accuse la majorité de vouloir liquider le POI et de renoncer à la construction du parti au profit d'une politique qui se réduit à l'adresse aux syndicalistes. Cette minorité estime que la priorité est de construire le POI comme parti pour résoudre le problème de la représentation politique de la classe ouvrière, donc en posant la question du pouvoir – ce qui se réduirait à ses yeux aux mots d'ordre de « rupture avec l'Union européenne » et d'« Assemblée constituante pour rétablir la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ». En ce sens, la minorité est plus politique et « basiste », alors que la majorité assume davantage le parasindicalisme tourné vers les appareils syndicaux, qui est l'une des principales marques de fabrique du lambertisme.

Cependant, sur le fond politique, il ne s'agit en fait — en tout cas à ce stade — que de nuances. La majorité ne met pas en cause l'orientation du POI et la minorité ne conteste pas l'importance majeure donnée à la construction chez les cadres syndicaux de FO et de la CGT – et surtout elle ne critique pas la confusion entretenue depuis des décennies par le lambertisme entre les syndicats, leur appareil et leur direction, confusion qui a permis de justifier l'alliance stratégique nouée avec des appareils syndicaux, à commencer par celui de FO en France. Ainsi les résolutions de la direction nationale du CCI comme du Conseil national et du Bureau national du POI étaient-elles encore votées à l'unanimité ces derniers mois. Un timide amendement de Daniel Gluckstein n'est apparu pour la première fois dans la DN du CCI qu'en avril, sans que son rejet empêche le vote unanime de la résolution finale... Ces nuances, qui commençaient à s'exprimer à l'oral depuis moins d'un an, ont commencé à s'exprimer davantage avec la crise de la CGT, la préparation de la journée d'action du 9 avril et la préparation de la réunion autour d'*Informations ouvrières* du 6 juin.

L'absence de démocratie empêche la discussion de se développer sur le terrain politique

Dans une organisation démocratique, ces nuances auraient été développées, discutées tranquillement, car il est tout à fait normal de débattre régulièrement de la façon de construire son parti, surtout dans une situation difficile comme celle que nous connaissons, marquée par la violence des attaques du gouvernement et la crise du mouvement ouvrier. Mais le lambertisme est un courant politique qui, s'il réclame sans cesse la « démocratie » dans sa presse (au nom de la « République une et indivisible » !), se caractérise surtout par l'absence de toute culture démocratique en interne. Depuis des décennies, toutes les divergences se sont réglées par la violence bureaucratique, des exclusions régulières, des calomnies ignobles, l'humiliation des individus... Depuis une tendance éphémère en 1989, bien vite disparue, il n'y a pas eu de tendances dans le CCI, alors que les statuts les autorisent, car les membres qui voulaient en constituer une ou qui commençaient à exprimer des divergences qui auraient pu y conduire, ont été soigneusement isolé-e-s et exclu-e-s. De plus, la majorité des dirigeants sont de vieux permanents (une quarantaine en tout, par ailleurs essentiellement des hommes bien virilistes), recrutés dans les années 1970, qui ont largement dépassé l'âge de la retraite sans avoir jamais connu le monde du travail, sont inamovibles à leurs postes depuis 40 ans, largement coupés du monde réel auquel ils/elles n'ont accès que par des cadres syndicaux et les militant-e-s du POI, pénétrés d'habitudes bureaucratiques.

Parmi les dernières exclusions collectives, cette direction décida par exemple celle de la poignée de militant-e-s qui fondèrent ensuite le Groupe CRI en 2002, et qui virent d'abord refuser leurs demandes de tendance dans le CCI puis dans le PT, avant d'être exclu-e-s sur la base de calomnies, accusé-e-s notamment d'être en lien avec la préfecture de police ! Bien plus importante fut la décision prise par le secrétariat international de la QI lambertiste d'exclure la *majorité* de la section brésilienne (l'une des plus importantes) à la veille de son congrès où s'annonçait un changement de

majorité (avec notamment une descente de la minorité et d'une délégation du secrétariat international au local national de l'organisation pour s'en emparer, changer les serrures et garder le journal...). De même encore, la direction nationale du CCI (même pas du PT !) n'avait pas hésité en 2005 à exclure les 2/3 de la fédération du PT de l'Yonne au seul prétexte qu'ils/elles avaient voté... contre l'exclusion de leur secrétaire fédéral (après avoir pourtant été d'accord avec la direction pour condamner à l'unanimité sa critique jugée scandaleuse d'une bureaucrate lambertiste de FO...). La liste des exclusions serait trop longue. Mais, dans tous les cas, incapable de justifier sur le fond politique des mesures aussi brutales, car cela aurait supposé une discussion démocratique, la direction a eu recours au mensonge et à la calomnie, tout en faisant bloc...

Mais d'où viennent ces méthodes anti-démocratiques ?

Il n'est dès lors par étonnant que ce soient ces mêmes « méthodes », devenues si habituelles depuis des décennies, qui sont mises en œuvre dans la crise actuelle du CCI et du POI. Au cours de ces dix derniers jours, en effet, la majorité de la direction nationale du CCI a décidé de « suspendre » un tiers de ses membres, refusé leur demande de tendance pourtant conforme aux statuts, reporté le congrès du CCI prévu à l'automne, fait approuver sa décision par une « commission de contrôle » qui n'a même pas entendu la minorité, fait changer les serrures des locaux pour empêcher les minoritaires d'y accéder librement, et elle multiplie les pressions sur les militant-e-s pour qu'ils/elles se désolidarisent immédiatement de la minorité ! Bien sûr, elle n'oublie pas de faire circuler « discrètement » un texte de calomnies contre Daniel Gluckstein, qui fut pourtant son leader incontesté promu par Lambert depuis les années 1980 et qui est accusé maintenant d'avoir entretenu un réseau clandestin pour prendre et garder le pouvoir et « attendu son heure pendant 35 ans » pour fomenter la dislocation de l'organisation, etc.

La minorité a beau jeu de dénoncer ces méthodes intolérables... mais ce sont exactement les mêmes que celles qu'elle avait elle-même mises en œuvre pendant tant d'années, notamment dans tous les cas cités précédemment, où les exclusions, les descentes pour changer les serrures, les mensonges et les calomnies étaient fomentées par Daniel Gluckstein et ses proches qui en sont aujourd'hui victimes... De telles méthodes ne tombent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : on ne peut séparer l'orientation politique et les méthodes utilisées à l'intérieur du parti comme dans le mouvement ouvrier en général.

Mais l'ampleur de la crise actuelle n'a rien à voir avec un quelconque épisode précédent dans l'histoire du lambertisme. Même l'exclusion en 1984 de Stéphane Just, le n° 2 de l'OCI, qui semble l'épisode le plus comparable, avait frappé « seulement » 150 militant-e-s qui le soutenaient sur 4000 – alors que la minorité actuelle revendique 677 signatures pour sa déclaration de tendance sur 2000 membres du CCI et souligne la participation d'une trentaine de « vétérans » (militant-e-s avant 1968). En outre, il semble que la majorité des jeunes comme la majorité de la fédération 93 (la plus nombreuse du POI) soient avec la minorité nationale. La minorité revendique aussi le soutien d'une partie importante d'autres sections de la QI lambertiste ou de leurs dirigeant-e-s. Enfin, Daniel Gluckstein a le soutien des deux autres secrétaires nationaux du POI, Jean Markun et Gérard Schivardi, qui ne sont pas membres du CCI et appellent la direction de ce courant à régler ses problèmes en interne au lieu de les transporter dans le POI et de calomnier Daniel Gluckstein. De fait, la scission du POI lui-même a commencé : le « Bureau national » du 4 juillet aurait mandaté un « secrétariat permanent du POI » qui fait désormais ses propres communiqués, alors que les « trois secrétaires nationaux du POI » continuent à publier les leurs...

Quelles conséquences pour les militant-e-s lambertistes ?

La crise n'est pas sans liens avec le développement de la situation sociale et politique, qui se réfracte notamment au sein des appareils secoués par la contradiction croissante entre leur orientation de collaboration de classe et les aspirations d'une partie des militant-e-s à combattre le gouvernement le patronat. Mais, si cette crise éclate sous cette forme soudaine et brutale, c'est en

raison d'intérêts d'appareil qui mettent aux prises deux secteurs de la direction lambertiste. Mais comme le lambertisme a toujours fonctionné avec de telles méthodes, l'ampleur de la crise actuelle ne peut qu'entraîner son explosion, même si l'on ne peut pas prédire précisément ses péripéties, son rythme et son impact dans les réseaux militants. Encore une fois, cela va avoir très vite des répercussions importantes dans un certain nombre de secteurs, notamment syndicaux.

Il faut donc suivre de près les évolutions de cette crise. Il est possible qu'elle signe la mort du lambertisme comme courant important de l'extrême gauche issue du trotskysme dans la seconde moitié du XX^e siècle. Comme toute scission dans une organisation du mouvement ouvrier, elle peut provoquer la démotivation de militant-e-s sincères et honnêtes s'ils/elles ne saisissent pas les causes et ne perçoivent pas d'issue à cette situation. Mais elle peut aussi être le point de départ, pour les militant-e-s de courant qui œuvrent au quotidien dans la lutte des classes selon les idées qui sont les leurs, d'une réflexion approfondie, d'un retour critique sur l'histoire du lambertisme lui-même, de ses méthodes intolérables comme de ses positions politiques de plus en plus contestables. Cela suppose d'abandonner les *a priori* sectaires vis-à-vis des autres courants du mouvement ouvrier. Et aussi que les anticapitalistes révolutionnaires partisan-e-s de la démocratie ouvrière et du libre débat discutent avec eux/elles sans sectarisme non plus.

Nina Pradier